



Société pédagogique genevoise

Genève, le 11 décembre 2007

Monsieur
Charles BEER
Conseiller d'Etat en charge du
département de l'instruction publique
Case postale 3925
1211 Genève 3

Maitres-ses spécialistes, REP et taux d'encadrement

Monsieur le conseiller d'Etat,
Cher Monsieur,

Le 3 avril 2007 vous avez tenu un discours où vous annonciez votre volonté d'appliquer une nouvelle politique en faveur des maîtres-ses spécialistes (MS) de l'enseignement primaire. Vous avez expliqué votre intention d'engager massivement des MS, de leur octroyer une responsabilité accrue de leur discipline, de les rattacher à une école de référence, de les voir impliqué-e-s dans les projets d'établissements, etc. Cela signifiait pour les MS d'avoir moins de classes et d'élèves, et de ne plus être dispersé-e-s sur plusieurs bâtiments. Cela garantissait aussi une meilleure qualité des prestations dues aux élèves et davantage d'égalité. L'association professionnelle a soutenu ce projet qui rompait avec le processus de disparition des postes de MS, phénomène qui se répétait à chaque rentrée, depuis plus de quinze ans. Inverser la tendance en augmentant les postes MS signifiait toutefois de garantir un taux d'encadrement plus favorable (inférieur à 17) pour préserver une moyenne d'élèves par classe acceptable (cf. résolution de l'AG de la SPG du 12 juin 2007).

Par ailleurs, les discussions au sein du groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP) laissent penser que 12 à 14 écoles pourraient entrer dans le REP à la rentrée 2008, portant ainsi à 18-20 le nombre d'établissements bénéficiant de moyens supplémentaires. Une des caractéristiques des établissements du REP est d'avoir un taux d'encadrement et une moyenne d'élèves par classe assez bas ; environ 14 élèves pour 1 poste enseignant et 18 par classe. Si une vingtaine d'établissements obtient un taux d'encadrement et une moyenne d'élèves favorables, qu'en sera-t-il des quelque septante autres ?

Aujourd'hui, alors que la mise en place de directions d'établissement est prévue pour la rentrée 2008, la question des moyens accordés à l'enseignement primaire se pose de manière cruciale. Il ne sert à rien de déshabiller Jean pour habiller Paul. De deux choses l'une : ou vous revoyez à la baisse vos intentions en faveur des MS et renoncez à étendre le REP, ou vous poursuivez vos projets MS et REP en considérant l'ensemble et accordez les moyens en conséquence.

La SPG préfère le second scénario et le soutiendra si, pour une fois, l'école primaire n'est pas confrontée à une étroitesse d'esprit, empreinte aussi, il faut bien le dire, d'une certaine mesquinerie, dont elle souffre depuis trop longtemps.

S'il s'agit bien, comme nous le souhaitons, de rétablir des forces en MS (qui seront de toute façon très inférieures à la situation du début des années 90) et de promouvoir l'extension du REP, alors il faut impérativement se donner les moyens de ses ambitions. Il est pour nous hors de question de faire exploser le nombre d'élèves par classe dans des écoles dites favorisées.

./.

Concrètement, nous pensons qu'il est tout à fait raisonnable de viser un taux d'encadrement à 16,5 (taux qui était, faut-il le rappeler, à 14 il n'y a pas si longtemps...). L'enseignement primaire, avec ses moyens actuels et la baisse d'élèves prévue, a, selon nos calculs, les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif.

En outre, pour offrir un vrai changement au niveau du redéploiement des MS, il faudrait, toujours selon nos estimations, compter *au minimum* 220 postes (à temps plein) de MS, soit environ 29 de plus qu'actuellement.

Nos calculs se basent sur les prévisions du SRED qui annoncent environ 33'200 élèves à la rentrée 2008. 1'655 titulaires de classes, 120 généralistes non titulaires et 220 MS représentent 1'995 postes. En divisant le nombre d'élèves par le nombre de postes, nous obtenons un taux d'encadrement de 16.65 ; cela correspond aussi à une moyenne de classe de 20.06 élèves. Il est certainement possible d'arriver à des chiffres plus favorables. Encore une fois, au vu des enjeux posés pour l'enseignement primaire, il nous semblerait particulièrement malvenu de tergiverser pour des sommes aussi minimes. Le corps enseignant primaire genevois a besoin de voir un signe qui ne laisse place à aucun doute. La volonté de changement doit être synonyme de confiance, d'innovation et de renforcement des moyens ; si vous l'entendez faire rimer avec manque d'envergure et davantage d'économies, autant y renoncer tout de suite.

Nous aimerions donc que vous annonciez maintenant très clairement vos intentions sur les options qui s'offrent à vous.

Nous espérons aussi que vous comprendrez qu'il n'est pas possible de continuer une concertation heureuse au vu de l'opacité qui règne et du manque de collaboration de la direction générale. Nous attendons donc également de votre part que vous vous assuriez que les projets que vous lancez soient effectivement et correctement suivis par vos cadres. A titre d'exemple de ces dysfonctionnements, nous rappellerons que nous avons déjà assez perdu de temps – près d'une année ! - dans le dossier du fonctionnement à cause de l'obstination de la direction qui voulait absolument revoir à la baisse le nombre de directions. Aujourd'hui nous sommes confrontés à la même petitesse de vue, à des freins divers en ce qui concerne le taux d'encadrement et les postes de MS. Cela va à fin contraire d'une évolution heureuse de l'école et il convient de le corriger.

Vous nous avez garanti, dans la perspective de la mise en place de directions d'établissement à la rentrée 2008, un taux d'encadrement à 17 *au maximum* et la conservation de *toutes* les ressources actuelles de l'enseignement primaire. Nous nous autorisons à croire que ces moyens disponibles permettent d'obtenir un ratio élèves/enseignants acceptable. C'est donc la recherche des meilleures conditions de travail pour les élèves et les enseignant-e-s qui devrait motiver les négociations en cours et à venir. Nous espérons que vous partagez ce principe et serons heureux de vous lire à ce propos.

Nous vous remercions de votre attention et nous vous prions de croire, Monsieur le conseiller d'Etat, cher Monsieur, à l'assurance de notre meilleure considération.



Olivier BAUD, président

Copie : - A M. Frédéric Wittwer, secrétaire général du département de l'instruction publique
- A M. Didier Salamin, directeur général de l'enseignement primaire
- A M. Robert Monin, directeur des ressources humaines, services administratifs et financiers, DIP
- Aux écoles primaires genevoises